

### **Bilan du Conseil d'Etat à mi-législature**

Lausanne, le 14 février 2020 :

Notre fédération a pris connaissance ce 14 février du bilan du Conseil d'Etat à mi-législature. Devant le satisfecit affiché par notre gouvernement pour cette première moitié de mandat et les propositions présentées pour la seconde moitié à venir, la Fédération des Sociétés de Fonctionnaires et du Parapublic Vaudois souhaite rappeler que ces objectifs ambitieux ne pourront être accomplis qu'avec un service public et parapublic performant, attractif et financé à la hauteur de ses missions.

Performant, en garantissant des effectifs en adéquation avec l'augmentation régulière de la population de notre canton, tant dans les domaines de de l'environnement, de la santé, de la sécurité, de l'enseignement, ou que dans les autres secteurs de l'Administration Cantonale Vaudoise. Performant, en poursuivant une politique ambitieuse de renouvellement des outils de travail et des infrastructures au service des citoyennes et des citoyens de notre canton.

Attractif, en mettant en œuvre les dispositifs annoncés jusqu'ici en matière d'égalité, dont le congé paternité annoncé pour 2020 qui reste encore aujourd'hui malheureusement à l'état de projet, mais aussi en ouvrant rapidement des négociations avec les organisations du personnel sur les revendications issues du mouvement du 14 juin 2019. Attractif également en établissant une politique climatique et de protection de la biodiversité ambitieuse incluant les employées et les employés de l'état. Attractif enfin en maintenant et en renforçant le dialogue entre partenaires sociaux.

Financé à la hauteur de ses missions en maintenant les activités indispensables dans le giron de l'état, en luttant notamment contre les velléités de privatisation du CHUV, mais aussi en favorisant une transition numérique respectueuse des droits et des besoins de chacun

Le bon fonctionnement des institutions, la cohésion sociale, la promotion du vivre ensemble, le renforcement de la santé et de la sécurité sont affichés par le Conseil d'Etat comme des priorités pour les années à venir. Tout cela ne saurait être réalisé sans un service public de qualité. La FSF déplore donc que les projets du Gouvernement dans la période à venir ne traitent que peu de celles et ceux qui incarnent au quotidien le lien entre l'Etat, les citoyennes et les citoyens.

*David Jeanquartier, Secrétaire Général*

*Anne Papilloud, Secrétaire Générale*